

## Le Conseil de gouvernement du jeudi 03 Mai 2012



### Le Conseil de gouvernement adopte plusieurs projets de loi et de décret et des accords internationaux

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat sous la présidence du chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, a adopté plusieurs projets de loi et de décret et des accords internationaux.

Au début de ses travaux, le Conseil a examiné et adopté le projet de loi 35-12 portant approbation du décret par la loi 2-12-72 du 14 Rabii II 1433 (7 mars 2012) relatif à la prorogation de la suspension de la perception du droit d'importation du blé dur et du blé tendre, présenté par le ministre de l'Economie et des Finances, indique un communiqué de la Présidence de gouvernement.

Ce projet ambitionne de garantir l'approvisionnement du marché intérieur en ces céréales, parer à toute pénurie de cette denrée vitale et stabiliser les prix intérieurs pour la consommation du blé, sachant que les prix du blé sur les marchés mondiaux ont connu, lors du premier trimestre de l'année en cours, de fortes fluctuations ayant conduit, de manière générale, à l'augmentation des prix de ces produits.

Le Conseil a également adopté le projet de loi 36-12 portant approbation du décret par la loi 2-12-125 du 22 Rabii II 1433 (15 mars 2012) relatif à la suspension de la perception du droit d'importation sur l'orge, présenté également par le ministre de l'Economie et des Finances.

Cette mesure vise à stabiliser les prix du fourrage et éviter les spéculations dans les prix de cette matière, à la lumière des niveaux élevés des prix de l'orge sur les marchés mondiaux ayant atteint 277 dollars la tonne en mars 2012. La suspension de la perception du droit d'importation sur l'orge, qui s'élève à 35 pc, permettra de stabiliser les prix d'importation aux alentours de 268 dirhams le quintal.

Le Conseil a, par la suite, adopté le projet de loi 57-12 modifiant et complétant le Dahir du 9 Ramadan 1331 (13 Août 1913) relatif à la conservation foncière, présenté par le ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime.

Ce projet permettra aux techniciens-topographes de procéder à l'opération de délimitation dans un cadre juridique clair, de satisfaire les demandes des clients dans les meilleurs délais et d'appliquer le principe de la priorité en fonction de la réception des demandes. Le délai de 60 jours maximum continuera d'être respecté pour la réalisation de l'opération de délimitation.

La délimitation topographique constitue une opération essentielle dans la procédure de conservation foncière ordinaire et dans les procédures spéciales et les opérations ultérieures pour l'élaboration du titre foncier tels le parcellement, la copropriété ou la conformité des titres fonciers.

Le conseil a également adopté le projet de décret N-2.12.01 portant création de la zone franche Technopolis de Salé, présenté par le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles technologies.

Le projet a pour objectif de soutenir l'initiative "Maroc Innovation" visant à créer une infrastructure dédiée aux technologies conformément aux standards internationaux et permettant de conférer au pays un rang stratégique et influent sur les principaux marchés internationaux.

Cette infrastructure sera édifiée sur une assiette foncière de 61 ha et abritera des activités scientifiques et techniques dédiées à la recherche et du

développement nanotechnologies, des industries chimique et para-chimique, outre les énergies renouvelables.

Pour ce qui est des conventions internationales, le conseil de gouvernement a approuvé le projet de loi N 31-12, présenté par le ministre chargé des Relations avec le Parlement et la société civile au nom du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, portant approbation d'un accord sur les services

aériens entre le Maroc et la Mauritanie signé à Rabat le 25 mai 2011.

Cet accord ambitionne de renforcer la coopération bilatérale en matière d'aviation civile internationale et de développement du transport aérien international, à travers notamment la création d'un réseau de transport aérien assurant des services compétitifs répondant aux attentes des clients.

Le Conseil a également adopté le projet de loi 34-12 portant approbation de l'accord conclu entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Conseil Fédéral suisse relatif au transport aérien régulier, signé le 23 juin 2011 à Rabat.

Cet accord vise à encourager l'établissement d'un système international de transport aérien, basé sur la concurrence entre les compagnies de transport aérien, dans l'objectif de moderniser ce secteur et de garantir des niveaux élevés de sécurité dans ce domaine.

Les modalités d'octroi et d'exercice des droits des parties contractantes sont définies dans ledit accord.

#### **M. El Khalfi se réjouit du "cadre avancé" de la liberté des médias au Maroc**

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, s'est réjoui, jeudi, du "cadre avancé" de la liberté des médias au Maroc, qui s'est consolidée à la faveur de la révision constitutionnelle de juillet dernier.

Lors d'un point de presse, au terme du Conseil de gouvernement, M. El Khalfi a, à ce propos, mentionné l'article 27 de la Constitution, qui garantit aux citoyennes et citoyens "le droit d'accéder à l'information", et l'article 28, qui stipule que "la liberté de la presse est garantie et ne peut être limitée par aucune forme de censure préalable".

Le Maroc s'est inscrit, "de manière concrète", au processus de renforcement des libertés médiatiques, a encore insisté le ministre, soulignant la mise en place d'un comité national, sous la présidence de l'ancien ministre de la Communication Mohammed Larbi Messari, pour engager un dialogue global sur la réforme des lois sur la presse et l'édition.

Il a, dans le même cadre, fait état du dialogue institutionnel entre le ministère et les professionnels, par le biais du Syndicat national de la presse marocaine (SNPM) et la Fédération marocaine des éditeurs de journaux (FMEJ), ajoutant que les deux parties se penchent actuellement sur un nouveau contrat-programme, dont une partie ira à la promotion des conditions des employés du secteur.

Le ministre a, d'autre part, insisté sur l'indépendance des médias publics, en harmonie avec le programme gouvernemental et les nouveaux cahiers des charges, dont la décision de mise en application n'a pas été encore prise par l'Exécutif, soulignant que le dossier desdits cahiers est désormais "entre les mains du gouvernement".